

Intervention de Dominique BAERT du mardi 16 octobre 2012

Quel culot, collègues de l'opposition, d'appeler à rejeter cette loi de finances qui, pourtant, est la réponse nécessaire à l'accumulation de vos dettes d'hier. Vous avez créé les fractures... et vous nous avez laissé les factures ! Oubliez-vous les chiffres, oubliez-vous vos responsabilités ?

- 600 Mds de dette publique supplémentaire en 5 ans, soit + 4,7 points de PIB d'augmentation en moyenne chaque année.
- Une dette devenue insoutenable, qui atteint 90 % du PIB, a augmenté de 20 points de PIB et de + 7 000 euros par Français de 2007 à 2011 !
- Tout cela générant 48 Mds € de charges d'intérêt, un montant presque comparable à la totalité de l'impôt sur le revenu !

Chaque économiste le sait : quand les taux d'intérêt sont supérieurs au taux de croissance, la dette publique s'alourdit dangereusement !

Vous, vous avez ignoré cette réalité avec dédain.

Vous, vous étiez aveugles, sourds, tout à votre tâche de faire vos cadeaux fiscaux aux plus fortunés. Avec vous, avec TEPA, le bouclier fiscal, l'ISF et autres réformes depuis 2007, les 10 % des ménages qui gagnent le plus dans le pays auront bénéficié de 15 à 20 Mds € d'allègements fiscaux ! Vous n'avez pas fait de l'économie mais du clientélisme !

En 2007, François Fillon disait l'Etat en faillite.

En janvier 2008, Nicolas Sarkozy déclarait même « qu'est-ce que vous attendez de moi ? Que je vide des caisses qui sont déjà vides ? »

En 5 ans, pourtant, année après année, leurs gouvernements ont creusé des trous abyssaux !

C'est cette politique-là qu'il faut rejeter et les Français l'ont fait car surtout il n'est pas de dettes qui ne se paient un jour !

Quand 70 % de la dette publique sont financés par des non-résidents, quand il suffirait d'une hausse sur les marchés de 1 % des taux d'intérêt pour que nous payions 2 Mds de plus aux banquiers, il faut être crédibles et responsables économiquement.

C'est ce que nous faisons avec cette loi de finances.

- ❖ C'est une loi de finances crédible : notre choix est celui de la réduction du déficit, pour desserrer la contrainte, et éviter le pire auquel, avec son inconséquence, la majorité d'hier condamnait la France !
- ❖ C'est une loi de finances équilibrée où l'effort se répartit entre 10 Mds d'économies et 10 Mds de recettes supplémentaires pour les entreprises, autant pour les ménages les plus aisés ;
- ❖ C'est une loi de finances juste : car elle demande plus à ceux qui ont plus et, à l'image des décotes sur l'impôt sur le revenu des premières tranches, elle allège des charges créées par la droite hier.

Voilà pourquoi le groupe socialiste rejettera, avec conviction, cette motion de rejet préalable !